

CLASSIFIED BICO C-7

File No. Dossier 30-12-FRPHONIE
Volume 4 From-De 790501 To-À 940430

CLASSIFIÉ



30-12-FRPHONIE
Vol 4

VOLS ACCESSION NO. 168389

BICO A-5

BICO A-3

CLOSED
FERMÉE

TITLE — TITRE:
TITLE—TITRE:

INTERNATIONAL INVOLVEMENT OF CANADIAN J
PROVINCES -AID
FRANCOPHONIE

PARTICIPATION DES PROVINCES CANADIENNES A
L'ACTIVITE INTERNATIONALE -ASSISTANCE
FRANCOPHONIE

DEPARTMENT
OF
EXTERNAL AFFAIRS

DUMMY ACC:98-30

NOW: _____

BOX# 29

2004

Retention period - Période de retention:

10Y (4A - 6D) _J

NOTE.

**CLOSED FILE
DOSSIER FERME**

94-04-30

**FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE RICS
POUR CORRESPONDANCE ULTERIEURE VOIR RICS**

PAGE DEUX YLFC6502 NONCLAS

VOCATION D ECOLE DE FORMATION DE GESTIONNAIRES, DONNE ACCES A UN PUBLIC INTERESSE ET PERMET DE TOUCHER UN MILIEU D HOMMES D AFFAIRES, DE FORMATEURS ET FACONNEURS D OPINION DES SECTEURS FORMEL ET INFORMEL. IL EST BIEN SITUE ET AUSSI BIEN EQUIPE COMPRENANT L INFRASTRUCTURE NECESSAIRE POUR UNE EXPOSITION, UN AUDITORIUM MODERNE DE 280 PLACES AVEC PROJECTEUR DE FILM 16MM ET UNE SALLE D ENREGISTREMENT POUR VIDEO. APRES DAKAR, L EXPOSITION POURRAIT CIRCULER DANS LES REGIONS: A ST-LOUIS, THIES ET ZIGUINCHOR.

4. THEME CENTRAL SERAIT CIT PARTENARIAT FINCIT. SECTEURS CONCERNES SERAIENT: AIDE BILATERALE, COOPERATION INDUSTRIELLE, PROGRAMMES SPECIAUX, AIDE ALIMENTAIRE, PETITS PROJETS, AIDE PONCTUELLE ET BOURSE D ETUDES. CHAMPS D ACTION: SANTE DE BASE, EDUCATION, REFORESTATION ET PROTECTION DES FORETS, HYDRAULIQUE, PECHE, TRANSPORTS, AFRIQUE 2000, SIDA, CAMPAGNES DE VACCINATION, FEMMES, ETC.

5. EXPOSITION MEME SERAIT CONSTITUEE DE PHOTOS, D AFFICHES ET DE LEGENDES EXPLIQUANT LA PHILOSOPHIE DE L ACDI ET SON EVOLUTION EN MATIERE DE LA COOPERATION TOUT EN DONNANT EXEMPLES CONCRETS DE REALISATIONS SUR LE TERRAIN.

6. AUTOUR DE L EXPOSITION PHOTOGRAPHIQUE SERAIT GREFFE UN PROGRAMME CONSTITUE DE PROJECTIONS DE FILMS, D UN EXPOSE PAR UN AGENT D ACDI AU SENEGAL ET D UNE TABLE RONDE OU CONFERENCE ORGANISEE EN

...3

PAGE TROIS YLFC6502 NONCLAS

ASSOCIATION AVEC LE CLUB DE LA PRESSE(PREENREGISTRE ET DIFFUSEE A
TV SENEGALAISE).

7.D AUTRE PART,SOUHAITERIONS QUE L INAUGURATION DE CETTE EXPOSITION
PUISSE CONCIDER AVEC LA VISITE AU SENEGAL D UNE HAUTE PERSONNALITE
CANADIENNE AFIN DE CONFERER PRESTIGE PARTICULIER A CET EVENEMENT
ET EN VUE DE LE FAIRE SORTIR DU CONTEXTE ORDINAIRE PUISQU IL S AGIT
POUR NOUS D UNE PREMIERE DE CE GENRE D INITIATIVE AU SENEGAL.

8.S AGIT LA DE NOS PREMIERES REFLEXIONS A CET EGARD.AUSSI
APPRECIERIONS HAUTEMENT VOS COMMENTAIRES,SUGGESTIONS ET AVIS
SUR LA PERTINENCE,LA FORME,LES MODALITES,ETC.D UN TEL PROJET
AINSI QUE SUR L APPUI QUE VOTRE DIRECTION POURRAIT NOUS
APPORTER TANT AU NIVEAU DE SA REALISATION QUE DE SON FINANCEMENT.

UUU/047 191530Z YLFC6502

FCO/C. BOUCHER/3-7896/cp

dossier circ chron journal cp

30-12-FRPHONIE	
35	

GAP

SMS COTE

Le 29 juin 1979

FOO

FCO-1384

Consultations Canada/France sur l'Afrique: Présence
du Québec

MDG
FCP
GAP
GEB
FCF

M. Jean Tardif nous a informé le 28 juin que le ministère des Affaires intergouvernementales ne pourrait pas envoyer d'observateur au X^e consultations Canada-France sur l'Afrique. Cette communication faisait suite à une précédente conversation téléphonique (27 juin, 15h00) au cours de laquelle M. Tardif avait exprimé le désir que le représentant québécois participe aussi au volet politique de ces consultations. Il avait alors laissé entendre qu'un refus de notre part d'accepter la présence d'un fonctionnaire québécois aux discussions politiques rendait notre invitation beaucoup moins attrayante et qu'une participation québécoise au seul volet coopération, si elle prenait place, serait certainement de "bas niveau".

2. Nous avons alors rappelé la position traditionnelle de ce ministère, à savoir que les discussions politiques, de par leur nature, étaient réservées au gouvernement fédéral, initiateur de la politique étrangère canadienne. Par ailleurs, le ministère des Affaires intergouvernementales, en raison de son intérêt et de son implication dans certains projets de coopération canadiens était le bienvenu aux discussions sur la coopération. Nous avons enfin ajouté qu'il nous paraissait difficile d'apporter une modification à cette position traditionnelle à quelques heures de l'ouverture des consultations et en l'absence d'avis ministériel (Mme MacDonald étant à Tokyo).

3. Ironisant sur le statut d'observateur du gouvernement du Québec, M. Tardif n'a pas paru convaincu par ces quelques explications. Il a rappelé que le Québec avait un intérêt légitime à toutes les questions touchant de près ou de loin la francophonie et qu'une participation sélective aux consultations Canada-France sur l'Afrique lui semblait difficilement justifiable.

4. La réaction québécoise soulève à nouveau la question d'une participation élargie de cette province aux nombreuses consultations ou commissions mixtes, bilatérales ou multilatérales, reliées à la francophonie. Nous ne serions d'autre part pas étonnés si cette question devait être soulevée lors de la rencontre prochaine MacDonald-Morin.

5. Cette direction n'a pas d'objections particulières à une participation élargie du Québec aux consultations Canada-France sur l'Afrique. Le gouvernement du Québec s'est depuis longtemps préoccupé des relations du Canada avec les pays d'Afrique francophone, et il y aurait certainement avantage à le sensibiliser plus substantiellement à notre politique vis-à-vis ces pays. Les consultations Canada-France sur l'Afrique pourraient être une occasion de parvenir à cette fin. La présence d'un représentant québécois lors des consultations Canada-France contribuerait sans doute à décrire certains aspects de nos relations avec le ministère des Affaires intergouvernementales.

6. Avant d'explorer plus avant les autres facettes d'une participation élargie du Québec aux consultations touchant la francophonie (participation éventuelle des autres provinces, rôle et statut de la participation québécoise, nécessité de consultation préliminaire, questions de sécurité, etc.), nous souhaiterions connaître vos vues sur le sujet. Les modalités de la participation du Québec pourraient être discutées, entre autres, dans le cadre d'un éventuel Comité conjoint Québec-Ottawa ayant pour mandat d'étudier les questions de politique étrangère intéressant le Québec, et dont nous recommandons, d'autre part, la création au SEAE.

Le directeur adjoint de la
Coordination fédérale-provinciale

EMILE Martel

Emile Martel

ACTION
SUITE A DONNER.

0



Fco class
CB

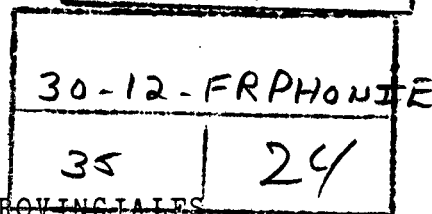
QUEBEC 19 JUIN 79

M RHG MITCHELL

RELATIONS FEDERALES PROVINCIALES

MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES

OTTAWA



FCO-

1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	
15	

AURIEZ VOUS L OBLIGEANCE DE NOUS FOURNIR, EN COMPLEMENT DE
VOTRE DEPECHE DU 4 JUIN, L ORDRE DU JOUR PREVU POUR LES
DIXIEMES CONSULTATIONS FRANCO-CANADIENNES SUR L AFRIQUE QUI
SE DEROULERONT A OTTAWA LES 28, 29 ET 30 JUIN PROCHAINS.
NOUS SOUHAITONS AVOIR CES RENSEIGNEMENTS AVANT DE VOUS
COMMUNIQUER NOTRE REPONSE A VOTRE INVITATION.

VEUILLEZ AGREER, MONSIEUR, L EXPRESSION DE MES SENTIMENTS
DISTINGUES

JEAN TARDIF

AFFAIRES INTER

QUEBEC

UUU/178 200115Z OLR0079

MESSAGE

04C3574/35

PLACE	DEPARTMENT	ORIG. NO.	DATE	FILE/DOSSIER	SECURITY SÉCURITÉ
LIEU	MINISTÈRE	N° D'ORIG.		30-12-FRPHONE	
OTTAWA	EXT	FCO-1209	4.6.79	18	AUCUNE

FM/DE

PRECEDENCE

TO/A

MONSIEUR JEAN TARDIF,
MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

EDIFICE "H"
1225, PLACE GEORGE V

QUEBEC G1R 4Z 7

INFO

DISTR.

REF

SUB/SUJ MONSIEUR,

LES Xe CONSULTATIONS FRANCO-CANADIENNES SUR
L'AFRIQUE SE TIENDRONT CETTE ANNEE A OTTAWA LES 28, 29 ET 30
JUN. IL ME FAIT PLAISIR D'INVITER, PAR LA PRESENT, LE
MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES A DELEGUER UN
REPRESENTANT A LA SESSION DE CONSULTATIONS SUR L'AIDE QUI
AURA LIEU LE 29 JUN. OUTRE CETTE SESSION SUR L'AIDE, JE
TIENS A VOUS INFORMER QU'IL EST PREVU QUE LE DELEGUE DE VOTRE
MINISTÈRE SE JOIGNE AUSSI AUX DISCUSSIONS DE LA JOURNEE DE
CONSULTATIONS INFORMELLES DU 30 JUN.

ET JE NE MANQUERAI PAS DE VOUS FAIRE TENIR COPIE
DE L'ORDRE DU JOUR DU PROGRAMME DETAILLE DE CES DEUX JOURNEES
DES QU'ILS SERONT DISPONIBLES. ENTRE-TEMPS, J'APPRECIERAI
QUE VOUS ME CONFIRMEZ LA REPOSE DE VOTRE MINISTÈRE ET, LE
CAS ECHEANT, LE NOM DU DELEGUE QUEBECOIS.

VEUILLEZ AGREER, MONSIEUR, L'EXPRESSION DE MES
SENTIMENTS DISTINGUES.

LE DIRECTEUR DE LA COORDINATION
FEDERALE-PROVINCIALE,

R.H.G. MITCHELL

DRAFTER/RÉDACTEUR

DIVISION/DIRECTION

TELEPHONE

APPROVED/APPROUVÉ

SIG..... CLAUDE BOUCHER/DB

FCO

3-7896

SIG..... RHG MITCHELL

AFFAIRES EXTÉRIEURES



FCO (via GAP)

GAF

Consultations franco-canadiennes
sur l'Afrique

DIFFUSION RESTREINTE

le 28 mai 1979

GAF-613

DOSSIER

30-12-FRPHONIE

35

DISTRIBUTION

FCO-

0	am
1	✓
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	
15	

Pm La direction de l'Afrique
francophone et du Maghreb

Alfred P. ...